



Les Libéraux de Santé  
s'engagent  
**Pour une Europe de la Santé**

Conférence de presse  
le 16 mai 2024



# Pourquoi une Europe de la Santé ?

Le secteur de la santé est d'abord **une compétence nationale**, mais

- les systèmes de santé des Etats-membres sont soumis
  - aux mêmes tensions liées au vieillissement de leur population, aux mêmes enjeux de financement et d'inclusion sociale.
  - aux mêmes difficultés au regard des pénuries de médicaments
- la crise sanitaire a particulièrement mis en lumière le rôle de l'Europe dans le contexte d'une crise sanitaire sans précédent
- L'UE par ses politiques communautaires et ses agences (EMA)

Les sondages montrent que la santé est devenue un enjeu européen

- 38% des citoyens européens estiment que l'UE doit prendre des mesures concrètes et des initiatives visant à améliorer les soins de santé (Eurobaromètre)
- La santé arrive en 3e position des thèmes qui compteront le plus dans les choix de vote des Français, derrière le pouvoir d'achat et l'immigration. La santé est même en pole position des sujets qui influenceront le vote des étudiants (32%), à égalité avec le pouvoir d'achat.

Les prochaines élections européennes doivent être l'occasion d'un débat de fond sur les futures orientations communes au service de la santé des citoyens européens.

Les Libéraux de Santé souhaitent faire vivre ce débat et s'engager pour promouvoir une Europe de la Santé, car ils croient fermement que l'amélioration de la santé publique nécessite une approche coordonnée.





# **Les propositions des LDS** **Pour une Europe de la Santé**



# Pour une Europe de la Santé

### Agir contre les pandémies

- Construire à l'échelle de l'Union Européenne les **politiques et outils de prévention et de lutte contre les pandémies.**

### Soutenir la recherche et l'innovation

- Recentrer le programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation sur la Santé afin **d'accélérer le développement de nouvelles thérapies et de vaincre le cancer.**

### Développer l'accès aux soins avec le numérique

- Soutenir les initiatives en matière de santé numérique **pour améliorer la qualité et l'accès aux soins.**

### Relocaliser la production des produits de santé

- Doter l'UE d'une politique industrielle du médicament permettant **d'en finir avec les pénuries actuelles.**





# Pour la reconnaissance des professionnels de santé libéraux

## Garantir et promouvoir le plus haut niveau de qualification

- Encourager **la mise à jour des formations initiales** ainsi que leur coordination entre Etats membres pour assurer des soins de haute qualité dans toute l'Union.
- Garantir que **la reconnaissance des qualifications obtenues hors de l'UE se fasse dans chaque Etat membre selon les mêmes critères** et dans le respect des normes minimales de formation figurant de la directive « *Qualifications professionnelles* ».
- Introduire dans la directive 2005/36 **un système commun d'évaluation régulière et indépendante des formations** dispensées dans tous les établissements de formation de tous les Etats membres et relancer les « *cadres communs de formation* ».
- **Renforcer la formation des professionnels de santé en matière de préparation aux crises futures**, tel que prévu par le projet européen HERA (Health Emergency Response Authority).
- Encourager la **formation continue tout au long de la vie**, condition indispensable à des soins de qualité.





## Pour l'indépendance professionnelle

### Lutter contre la financiarisation de la santé : les structures de soins et les pharmacies ne sont pas des entreprises comme les autres

Pour **sanctuariser l'indépendance des professionnels de santé et des structures libérales de soins, préserver le principe de subsidiarité entre les États membres et l'Union européenne en matière de santé.**

La Cour de Justice européenne a reconnu que **la qualité de professionnel de santé comme exploitant de sa structure et détenteur des capitaux constitue un gage de responsabilité, ses intérêts économiques se trouvant tempérés par ses obligations professionnelles et déontologiques.**

L'ordonnance du 8 février 2023 relative au du cadre juridique des Sociétés d'exercice libéral (SEL) consacre l'usage de la notion de « professionnel exerçant » précise certains garde-fous opérationnels permettant de renforcer la protection de l'indépendance des professionnels en améliorant la transparence du fonctionnement des structures.

- **Préserver l'indépendance des structures de soins et des officines** passe notamment par :
  - Le maintien de la subsidiarité entre les États membres et l'Union européenne en matière de santé
  - La limitation aux seuls praticiens de la création et la gestion des entités juridiques de droit privé autorisées à pratiquer une profession de santé ;
  - L'obligation pour les professionnels de santé actionnaires de telles sociétés, d'y exercer leur profession.



# Pour la souveraineté numérique

## Œuvrer ensemble pour un avenir de santé numérique qui n'entrave pas les professions et la prestation de soins

- Développer une IA européenne au service de la Santé et des professionnels.
- Encadrer le développement des plateformes et éviter les concentrations.
- Mettre en œuvre une database européenne sécurisée des données de santé accessibles aux professionnels de santé à des fins de recherche.
- Veiller à ce que les principaux développements législatifs dans le domaine de la santé en ligne, tels que l'Espace européen des données de santé, soient réellement réalisables. Les développements de la politique de santé numérique doivent également prendre en compte les charges financières et administratives qu'ils entraînent pour les professionnels de santé libéraux.
- La sécurité et la confidentialité du patient, du professionnel de la santé et de la relation privilégiée entre les deux ne doivent pas être compromises : à ce titre, l'échange numérique d'informations sur les données et les dossiers des patients doit être à l'épreuve des défaillances et protégé à tout prix contre les abus et l'exploitation.

## Construire une IA européenne au service de la santé et de la qualité des soins

- Veiller à ce que les progrès de la santé en ligne et de l'intelligence artificielle (IA) ne se substituent pas à l'expertise, notamment clinique, au diagnostic, au traitement et aux soins de suivi par un professionnel de santé.
  - Combattre l'exploitation des données personnelles de santé par des entités commerciales qui utilisent les progrès de l'IA pour fournir aux patients des traitements dangereux et en dehors des professionnels de santé.
  - Mettre en œuvre une database européenne sécurisée des données de santé accessibles aux professionnels de santé à des fins de recherche.
  - Garantir que les professionnels libéraux qui ont contribué à collecter des données pour l'IA en soient les codétenteurs.
- 
-



# Comment les principaux partis envisagent l'Europe de la Santé

## Les LDS les ont interrogés





# Les LDS font vivre le débat

Les LDS ont adressé 5 questions, en lien direct avec leurs propositions aux têtes de liste des partis représentés à l'Assemblée nationale qui concourent pour les Européennes :

- Manon Aubry | La France insoumise
- Jordan Bardella | Rassemblement national
- François-Xavier Bellamy | Les Républicains
- Raphaël Glucksmann | Parti socialiste - Place publique
- Valérie Hayer | Renaissance - MoDem - Horizons
- Marie Toussaint | Europe Ecologie - Les Verts

A date les réponses, pourtant promises, de Raphaël Glucksmann ne sont pas parvenues, et LFI n'a pas répondu.





# Pandémies et Santé Publique

## **Renaissance**

Règlement sur les menaces transfrontières

Déclaration d'urgence de santé publique

Renforcement des agences sanitaires européennes  
(EMA,...)

## **Les Républicains (LR)**

Stocks stratégiques européens

Stratégie de relocalisation des productions

Réseau d'hôpitaux transfrontaliers

## **Rassemblement National (RN)**

Priorité à la souveraineté nationale

Autorisation de fabrication locale de médicaments en cas  
de pénurie

Vente à l'unité pour éviter le gaspillage

## **Europe Ecologie Les Verts (EELV)**

Protection sociale et environnementale

Accès effectif aux services publics

Service public européen du médicament





# Formation et Reconnaissance des Qualifications

Renaissance

Directive 2005/36/CE pour la reconnaissance des qualifications

Émissaire pour recruter des médecins étrangers

Régularisation des médecins étrangers

Les Républicains (LR)

Reconnaissance des Padhue avec des standards élevés

Numerus apertus et rémunération des externes

Coordination européenne sans normes restrictives

Rassemblement National (RN)

Décision nationale sur la reconnaissance des qualifications

Maintien de standards élevés

Souveraineté nationale dans les décisions de formation

Europe Ecologie Les Verts (EELV)

Cadres communs de formation

Investissement dans le système de santé

Revalorisation des métiers du soin





# Financiarisation et Indépendance des Professionnels de Santé



Renaissance

Indépendance garantie au niveau national

Mesures adaptées par chaque État membre

Les Républicains (LR)

Suivi et régulation de la financiarisation

Mission d'information pour mesurer l'impact

Rassemblement National (RN)

Régulation stricte pour éviter les influences commerciales

Subsidiarité et régulation nationale

Europe Ecologie Les Verts (EELV)

Système de santé au service de la population

Sortir les services publics de l'impératif de concurrence





# Santé Numérique

Renaissance

Espace européen des données de santé

RGPD pour la protection des données

Les Républicains (LR)

Accès sécurisé aux données de santé

Investissement dans le cloud européen

Principe d'innovation pour équilibrer le principe de précaution

Rassemblement National (RN)

Cloud européen et acteurs locaux

Priorité aux fournisseurs européens

Europe Ecologie Les Verts (EELV)

Briser le monopole des GAFAM

Encadrer les systèmes d'intelligence artificielle

Lutte contre les algorithmes de contrôle social





# Recherche et Innovation en Santé



Renaissance

Stratégie européenne de prévention contre les maladies chroniques

Plan Marie Curie pour la recherche

Les Républicains (LR)

Grand programme de recherche européen

Doubler le budget de la recherche

Faciliter l'accès aux fonds européens

Rassemblement National (RN)

Soutien aux chercheurs européens

Réindustrialisation pour renforcer l'innovation

Europe Ecologie Les Verts (EELV)

Promotion de la santé mentale

Plan pour la santé des femmes

Inclusion et recherche sur les maladies chroniques



# Ils ont aussi dit

## Renaissance

**Sur l'innovation thérapeutique** : Nous défendons « la construction d'un véritable écosystème pharmaceutique européen pour favoriser le développement de médicaments innovants, via l'établissement de partenariats publics-privés, de centres d'excellences, de bioclusters et d'Instituts hospitalo-universitaires »

**Sur les législations** : Nous sommes « pour la **rationalisation de l'autorisation des médicaments** en consolidant une gouvernance européenne inclusive, en assurant la complémentarité des législations européennes existantes et en encadrant davantage les contours des futurs bacs à sables réglementaires »

## Les Républicains (LR)

**Sur la gestion des pandémies** « Nous souhaitons aussi développer un réseau d'hôpitaux européens de haut niveau dans un cadre transfrontalier, particulièrement indispensable en cas de pandémie mondiale ».

**Sur la financiarisation** : « La financiarisation doit nous interroger sur ses causes. Parmi celles-ci figure la très difficile situation financière des établissements privés de santé qui voient sans doute derrière leur financiarisation un moyen d'atteindre un certain équilibre et donc le développement de l'accès aux soins pour les Français dans nos territoires »

## Rassemblement National (RN)

**Sur la formation** « c'est à chaque pays de décider quelle formation donne droit d'exercer ou non sur son sol, en particulier dans le domaine médical, qui comporte des risques sanitaires et demande un haut niveau de compétences »

**Sur la financiarisation** : «Je considère donc que la régulation de ces secteurs, y compris la révision des règles de participation, est essentielle pour garantir un équilibre entre les intérêts financiers, la qualité des soins et l'indépendance des professionnels de santé

## Europe Ecologie Les Verts (EELV)

**Sur le financement** « La pandémie étant désormais derrière nous, le retour au carcan de l'austérité est le programme commun de la majorité qui dirige l'Union européenne : partis libéraux, conservateurs et socialistes viennent d'adopter ensemble le retour aux critères de Maastricht dans le cadre de la révision des règles budgétaires européennes. »

**Sur les droits** Nous proposons de « Formaliser un **“droit de prendre soin”** (right to care) au sein du Pacte social-écologique afin d'assurer des investissements dédiés pour revaloriser les métiers du soin. »

“Il faut dans nos temps modernes,  
avoir l'esprit européen.”

Madame de Staël (1766/1817) , *De l'Allemagne* (1813)

